

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
6 place de la Pyrotechnie
CS 70004
18019 Bourges

Orléans, le 02/08/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/07/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

AXEREAL

36 rue de la Manufacture
CS 40639
45160 Olivet

Références : VAT20240414
Code AIOT : 0010002251

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/07/2024 dans l'établissement AXEREAL implanté Bel Air 36250 Saint-Maur. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AXEREAL
- Bel Air 36250 Saint-Maur
- Code AIOT : 0010002251
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société AXEREAL exploite des installations de stockage de céréales et d'engrais solides, sous

couvert de l'arrêté préfectoral n° 2009-11-0104 en date du 13 novembre 2009, qui a repris et actualisé les prescriptions contenues dans les précédents arrêtés préfectoraux.

La mise à jour de la situation administrative du site a été actée par le courrier préfectoral du 9 janvier 2018.

Les activités classées, au titre de la nomenclature des installations classées, sont :

- stockage d'engrais solides (rubrique n° 4702, régime à autorisation) ;
- stockage de céréales (rubrique n° 2160, régime déclaratif).

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- REACH
- Risque incendie
- Risque surpression/projection
- Risque toxique
- Sécurité/sûreté
- SGS

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Etat des stocks de produits dangereux - NC PdC n°6_VI_14/12/2023	Arrêté Préfectoral du 13/11/2009, article 8.2.1	Susceptible de suites	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Seveso seuil haut – Formation aux risques et aux situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 – alinéa 3	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
6	SGS – Organisation, formation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe 1 – point 1	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
8	SGS – Gestion des situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe 1 – point 5	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
9	SGS – Conception et gestion des modifications	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe 1 – point 4	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
				corrective	
10	SGS – Surveillance des performances	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe 1 – point 6	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
11	Modification - Développement activité produits phytopharmaceutiques	Arrêté Préfectoral du 13/11/2009, article 1.6.1	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Contenu et mise en œuvre du POI - NC PdC n°2_VI_14/12/2023	Arrêté Préfectoral du 13/11/2009, article 7.7.5.1	Susceptible de suites	Sans objet
3	Manche à air - NC PdC n°7_VI_14/12/2023	Arrêté Préfectoral du 13/11/2009, article 1.3	Susceptible de suites	Sans objet
4	Moyens de lutte contre l'incendie - NC PdC n°8_VI_14/12/2023	Arrêté Préfectoral du 13/11/2009, article 8.2.6	Susceptible de suites	Sans objet
7	SGS – Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe 1 – point 3 alinéa 1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contenu et mise en œuvre du POI - NC PdC n°2_VI_14/12/2023

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2009, article 7.7.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, exercice POI
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 14/12/2023• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>Article 7.7.5.1</p> <p>Le POI définit les mesures d'organisation, notamment la mise en place d'un poste de commandement et les moyens afférents, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires à mettre en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement.</p> <p>Article 5 de l'arrêté ministériel du 26/05/2014</p> <p>[...]</p> <p>Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">• les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :• les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;• les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;• les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher. L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;• les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur. <p>Annexe V de l'arrêté ministériel du 26/05/2014 :</p>

[...]

c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles;

[...]

Constats :

Constat du 14 décembre 2023 :

Pour mémoire, l'inspection du 14 décembre 2023 s'est déroulée dans le cadre de la réalisation d'un exercice PPI, précédé du déclenchement du POI.

Dans le cadre des suites relatives au point de contrôle PdC n°1, il a été demandé à l'exploitant :

1. d'apporter des précisions et/ou des modifications à son POI au vu des observations de l'inspection.
2. de se positionner sur les mesures à mettre en œuvre, notamment l'opération de pulvérisation d'eau du tas d'engrais à base de nitrate d'ammonium, en cas d'incendie dans les magasins de stockage des engrais à base de nitrate d'ammonium ;
3. Par ailleurs, les échanges qui ont eu lieu en COD à la préfecture ont amené l'inspection à émettre les demandes complémentaires suivantes :
 - déterminer la température relevée dans le tas d'engrais à partir de laquelle tout risque d'effet toxique en dehors du site peut être écarté ;
 - déterminer les distances d'effets des phénomènes dangereux en fonction de différents niveaux (par centaines) de quantités d'engrais stockés (pas uniquement pour la quantité maximale).

Constat du 25 juillet 2024 :

En réponse aux demandes rappelées ci-avant, par courrier du 19 avril 2024, l'exploitant a communiqué à l'inspection les éléments suivants :

Point 1 :

Lors des prélèvements environnementaux, il est convenu avec la société SOCOTEC la réalisation de prélèvements des eaux souterraines dans nos trois piézomètres, des prélèvements de sol sur site et des prélèvements de végétaux.

Il n'est pas prévu de réaliser des prélèvements d'air sur site car en cas d'accident (PPI) le personnel est évacué, le risque est donc pour la population environnante.

En ce qui concerne la tenue du tableau de bord, lors de l'exercice PPI, les rôles de chaque personne avaient été définis en amont ; le tableau de bord est utilisé au besoin, par tout le personnel d'astreinte présent sur le site via notre canal de diffusion TEAMS équipe d'astreinte. L'exercice PPI a été joué directement à 20 ppm ; c'est pour cela que nous n'avons pas appliqué totalement la fiche réflexe FR2.

Après échanges avec Monsieur le Maire de St Maur, un test de sirène en réel sera réalisé tous les trimestres, par une personne d'astreinte site différente. Cet exercice permettra à notre personnel une utilisation correcte de la sirène.

De plus, un test sourd est réalisé tous les 15 jours.

Point 2 :

Le courrier du 19 avril 2024 de l'exploitant renvoie au POI actualisé le 19 avril 2024 concernant les mesures à mettre en œuvre, notamment l'opération de pulvérisation d'eau du tas d'engrais à base de nitrate d'ammonium, en cas d'incendie dans les magasins de stockage des engrais à base d'ammoniac.

« Incendie d'un véhicule dans le magasin d'engrais :

1. Si possible, faire sortir le véhicule.
2. Sans se mettre en danger, tenter d'éteindre le début d'incendie. Voir « Incendie » (FR.1)
3. Pulvériser de l'eau sur le tas d'engrais afin d'éviter sa dégradation. »

Point 3 :

Comme vu avec notre bureau d'étude SOCOTEC, la décomposition thermique simple d'engrais à base de nitrate d'ammonium débute aux environs de 170°C.

Ce sont ensuite les produits émis qui peuvent varier selon les données suivantes :

	Réactions de décomposition	Température nécessaire
NH ₄ NO ₃	→ NH ₃ + HNO ₃	T° = 170 °C
NH ₄ NO ₃	→ N ₂ O + 2H ₂ O	T° supérieure à 185 °C
NH ₄ NO ₃	→ NH ₃ + NO ₂ O + 1/4 O ₂ + 1/2 H ₂ O	T° supérieure à 250 °C
NH ₄ NO ₃	→ 1/2 N ₂ + NO + 1/4 O ₂ + 2 H ₂ O	T° supérieure à 250 °C
NH ₄ NO ₃	→ N ₂ + 1/2 O ₂ + 2 H ₂ O	T° supérieure à 290 °C

Généralement il est conservé systématiquement le NO₂ et le NH₃ car une étude donne des proportions de gaz émis pour une tonne d'engrais. Il existe également des seuils toxicologiques pour le N₂ et le NO, mais nous n'avons pas de proportion.

Il est compliqué de corrélérer une température du tas des engrais et les émissions toxiques, puisque cela va dépendre de la gestion du sinistre de base, c'est à dire la gestion de l'incendie de l'engin à proximité.

Pour les distances d'effets des phénomènes dangereux en fonction de différents niveaux de quantités d'engrais stockées, l'exploitant a joint le devis de son bureau d'étude SOCOTEC.

Avis de l'inspection :

Selon l'étude de dangers du site, les distances associées aux émissions d'effets toxiques liés aux phénomènes de décomposition sont limitées (moins de 100 m à partir des portes d'accès aux bâtiments qui abritent les stockages d'engrais solides à base de nitrates d'ammonium) et circonscrites dans l'emprise du site.

Pour les autres constats, les éléments de réponse apportés par l'exploitant n'appelle pas d'observation.

Les POI descriptif et opérationnel ont été mis à jour le 19 avril 2024. Ces documents actualisés sont tenus à la disposition des personnels dans la salle POI.

Pas d'écart constaté ; la non-conformité associée au point de contrôle PdC n°2 de la visite d'inspection du 14 décembre 2022 est soldée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Etat des stocks de produits dangereux - NC PdC n°6_VI_14/12/2023

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2009, article 8.2.1

Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 14/12/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :**Article 8.2.1**

[...] l'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité précise des produits détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et est accessible même en cas d'accident.

Article 50 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010**Etat des matières stockées-dispositions spécifiques**

Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436, 2718, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées.

L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :

1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.

2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1er janvier 2022.

Constats :

Constat du 14 décembre 2023 :

L'exploitant est en mesure de présenter un état des stocks d'engrais sur le site, avec un plan des zones de stockage, actualisé le 13/12/2023.

La quantité mise en cause (cellule du magasin) lors de l'exercice est inscrite sur un tableau visible par tous pendant l'exercice et est notamment fournie aux pompiers.

Toutefois, les matières ne sont pas classées par rubriques et par mentions de dangers.

En effet, l'exploitant n'est pas en mesure de présenter un état des stocks des matières dangereuses classées par rubriques 4xxx et différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4xxx, ainsi qu'un état sous format synthétique permettant de fournir une information vulgarisée.

Constat du 25 juillet 2024:

En réponse au constat rappelé ci-avant, par courrier du 19 avril 2024, l'exploitant a indiqué à l'inspection que lors de l'exercice PPI, il a imprimé deux états des stocks:

- un état des stocks par rubrique ICPE 4xxx au cumul,
- un second faisant état du détail par rubrique 4xxx.

Il a joint à cette transmission, un exemple des états des stocks du site, mis à disposition en cas d'incident/accident.

A la demande de l'inspecteur, l'exploitant a présenté un état indiquant la nature et la quantité précise des produits détenus. Les noms commerciaux des produits sont accompagnés, s'il y a lieu, des noms usuels des produits afin d'être facilement compréhensibles par les services d'incendie et de secours.

Cet état des stocks fait mention, par rubrique des installations classées, de la répartition portée dans le tableau joint en annexe confidentielle du présent rapport.

Un plan général des stockages des engrais vrac et conditionnés est annexé à cet état des stocks. Sur ce plan, la localisation de ces stockages est clairement identifiée.

A contrario, aucun plan n'est disponible afin d'identifier les risques associés aux stockages de produits phytopharmaceutiques et PPNU, en fonction des substances qu'ils contiennent.

La non-conformité associée au point de contrôle PdC n°6 de la visite d'inspection du 14 décembre 2022 est maintenue avec le libellé suivant : L'exploitant ne dispose pas de plan de stockage des produits phytopharmaceutiques et des PPNU.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de compléter le plan de stockage des substances et produits dangereux afin d'identifier la nature des risques redoutés et la présence des produits phytopharmaceutiques avec leur localisation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Manche à air - NC PdC n°7_VI_14/12/2023

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2009, article 1.3

Thème(s) : Risques accidentels, étude de dangers

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 14/12/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

Etude de dangers mise à jour en septembre 2018
Paragraphe 3.7.1.4 relatif au POI : présence d'une manche à air

Constats :

Constat du 14 décembre 2023 :

Lors de l'exercice, le SDIS relève que la manche à air est partiellement déchirée et n'est pas positionnée sur un point haut mais dans un couloir de vent délimité par les silos du site et le mur d'enceinte de la prison voisine.

Constat du 25 juillet 2024:

En réponse au constat rappelé ci-avant, par courrier du 19 avril 2024, l'exploitant a déclaré avoir changé la manche à air, et coupé l'arbre positionné devant et gênant sa visibilité depuis la salle POI. Dans un premier temps, il laisse la manche à air à cet emplacement; une réflexion est en cours pour la positionner éventuellement sur la toiture d'un de ses bâtiments ou rallonger le mât. En annexe du courrier du 19 avril 2024, l'exploitant a communiqué une photographie attestant du remplacement de la manche à air.

La visite in-situ a permis de constater la présence effective d'une manche à air en bon état, visible depuis la salle POI.

Pas d'écart constaté; la non-conformité associée au point de contrôle PdC n°7 de la visite d'inspection du 14 décembre 2022 est soldée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie - NC PdC n°8_VI_14/12/2023

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2009, article 8.2.6

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de mesures et de protection

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 14/12/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

La localisation, la longueur de lance et le débit d'un des RIA au moins, doivent permettre d'arroser en pluie des engrais en décomposition afin de les refroidir.

L'ensemble de la superficie de l'aire de refroidissement extérieure doit pouvoir être couverte par

le jet.

Deux appareils respiratoires à cartouche filtrante au minimum, des tubes colorimétriques en vue de mesurer les gaz éventuellement émis lors d'une décomposition doivent être disponibles en cas d'accident et accessibles par l'extérieur.

Des masques ou appareils respiratoires d'un type correspondant au gaz ou émanations toxiques sont mis à disposition de toute personne de surveillance ou ayant à séjourner à l'intérieur des zones suspectées toxiques.

Ces protections individuelles sont accessibles en toute circonstance et adaptées aux interventions normales où dans des circonstances accidentelles. Leur validité est contrôlée régulièrement et au moins tous les 6 mois.

Constats :

Constat du 14 décembre 2023:

Le POI mentionne que des masques à cartouche ainsi que des tubes colorimétriques sont disponibles dans le bureau engrais du bâtiment voisin au bâtiment de stockage des engrais en vrac.

Lors de l'exercice, l'exploitant a indiqué qu'il ne disposait d'aucun moyen mobile de mesure des gaz; ces mesures sont effectuées par les pompiers.

En outre, il n'a pas été évoqué l'utilisation de masques par le personnel du site.

L'inspection s'interroge sur la pertinence du lieu de stockage de ces équipements étant donné que le personnel est réuni dans la salle PC lors du déclenchement du POI.

Aussi, à l'issue de l'inspection du 14 décembre 2023, la non-conformité suivante a été formulée:

L'exploitant ne dispose pas de moyens mobiles (tubes colorimétriques) de mesures des gaz susceptibles d'être émis lors de la décomposition des engrais à base d'ammonitrates. Il doit aussi confirmer disposer d'appareils de protection respiratoire valides disponibles même en situation accidentelle.

Constat du 25 juillet 2024:

En réponse au constat rappelé ci-avant, par courrier du 19 avril 2024, l'exploitant a déclaré disposer de deux moyens de mesures des gaz: des tubes colorimétriques et un détecteur électronique, ce dernier étant mis à disposition récemment, le POI a été mis à jour pour clarifier la situation.

Un masque est également disponible pour réaliser les mesures.

Tous ces équipements sont stockés dans le bureau du service approvisionnement, à côté de la centrale de détection intrusion, car en cas d'incident, il faut couper l'alarme intrusion avant de réaliser la levée de doute.

La visite in-situ a permis de constater la présence effective de ces équipements et la présence du POI dans sa version du 19 avril 2024.

Un contrôle de la validité de ces équipements a également été réalisé :

- cartouches des masques : 07/2026,
- détecteur électronique : 08-09/2024 .

Pas d'écart constaté; la non-conformité associée au point de contrôle PdC n°8 de la visite d'inspection du 14 décembre 2022 est soldée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Seveso seuil haut – Formation aux risques et aux situations d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 – alinéa 3

Thème(s) : Risques accidentels, Formation des entreprises extérieures aux risques et situations d'urgence
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
Constats : AXEREAL dispose d'un module de formation des entreprises extérieures. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection un état des formations suivies par ces personnels. A compter de septembre 2024, cette formation sera réalisée en ligne. Un questionnaire permettra de valider les compétences acquises dans ce cadre par les personnels des entreprises extérieures. L'exploitant a fixé à 5 ans la durée de validité de cette formation. Par ailleurs, une réunion avec tous les sous-traitants est réalisée annuellement ; la dernière réunion s'est tenue en janvier 2024. Des travaux sont en cours de réalisation sur le site de St Maur : remplacement de la couverture des bâtiments I, J et H et interventions sur celle des bâtiments G et F. Ces travaux sont réalisés par les entreprises VIANO (BTP) et PELLETIER (désamiantage). Un plan d'intervention de coordination et de sécurité est établi pour chacune de ces entreprises. Ce plan est complété par un permis feu et/ou de travaux. Au travers de ces documents, l'exploitant n'est pas en capacité de démontrer que l'ensemble des opérateurs des entreprises VIANO (BTP) et PELLETIER (désamiantage) a suivi les formations requises avant leurs interventions.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat relatif au point de contrôle n°5 formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : SGS – Organisation, formation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe 1 – point 1
Thème(s) : Risques accidentels, Organisation, formation des entreprises extérieures
Prescription contrôlée : Les fonctions des personnels associés à la prévention et au traitement des accidents majeurs, à tous les niveaux de l'organisation, sont décrites, ainsi que les mesures prises pour sensibiliser à la démarche de progrès continu.

<p>Les besoins en matière de formation des personnels associés à la prévention des accidents majeurs sont identifiés. L'organisation de la formation ainsi que la définition et l'adéquation du contenu de cette formation sont explicitées.</p> <p>Le personnel des entreprises extérieures travaillant sur le site mais susceptible d'être impliqué dans la prévention et le traitement d'un accident majeur est identifié. Les modalités d'interface avec ce personnel sont explicitées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Des travaux sont en cours de réalisation sur le site de St Maur : remplacement de la couverture des bâtiments I, J et H et interventions sur celle des bâtiments G et F. Ces travaux sont réalisés par les entreprises VIANO (BTP) et PELLETIER (désamiantage).</p> <p>La consultation du plan d'intervention de coordination et de sécurité établi pour ces entreprises ainsi que les permis de travaux délivrés avant la réalisation des travaux en cours ne permettent pas de démontrer que l'ensemble des intervenants a suivi les formations requises..</p> <p>L'exploitant ne dispose pas d'un suivi formalisé permettant de démontrer que l'ensemble des opérateurs a suivi les formations avant leur intervention sur le site, tenu à la disposition des personnels qui délivrent les autorisations de travaux.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat relatif au point de contrôle n°6 formulé.</p> <p>En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 7 : SGS – Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe 1 – point 3 alinéa 1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Maîtrise des procédés et d'exploitation lors des opérations sous-traitées</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le groupe AXEREAAL a mis en place des procédures et instructions applicables à l'ensemble de ses sites.</p> <p>La gestion des sites relevant du statut Seveso est encadrée par des consignes, procédures et modalités complémentaires.</p>

<p>Toutes les interventions réalisées par des sous-traitants sont encadrées par un plan d'intervention de coordination et de sécurité, complété par un permis feu et/ou de travaux visant à minima l'autorisation d'accès aux installations.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : SGS – Gestion des situations d'urgence

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe 1 – point 5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Formation des entreprises extérieures et exercices aux situations d'urgence</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En cohérence avec les procédures du point 2 (Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence.</p> <p>Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L. 515-41 du code de l'environnement est assurée.</p> <p>Ces procédures font l'objet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement ; - de tests de mise en œuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant réalise mensuellement des exercices POI.</p> <p>L'exploitant a présenté le compte rendu du dernier exercice de l'année 2024 : 4 juin 2024. Sur ce point l'inspection fait remarquer que ces comptes rendus paraissent trop succincts pour une exploitation autre que "à chaud" (absence d'horaire, manque de détail sur les points positifs et négatifs).</p> <p>L'exploitant a indiqué que les points d'amélioration sont repris lors des réunions mensuelles sur le suivi des sites Seveso du groupe AXEREAL. Ces réunions font l'objet d'un compte-rendu, sous format d'un courriel afin de tracer les actions correctives mises en œuvre.</p> <p>Le retour d'expérience des exercices d'entraînement aux situations d'urgence n'est pas suffisamment analysé, tracé dans le SGS et pris en compte dans le POI, les consignes et procédures internes.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat relatif au point de contrôle n°8 formulé.</p> <p>En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : SGS – Conception et gestion des modifications

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe 1 – point 4
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des modifications réalisées par une entreprise extérieure
Prescription contrôlée : Des procédures sont mises en œuvre pour les modifications apportées aux installations et aux procédés et pour la conception de nouvelles installations ou de nouveaux procédés.
Constats : L'exploitant a présenté un compte rendu de chantier relatif aux travaux en cours. Toutefois, l'inspection constate que le service SSE n'est pas systématiquement associé aux modifications planifiées et/ou réalisées. Le SGS n'encadre pas correctement les modifications apportées aux installations et aux procédés ainsi que pour la conception de nouvelles installations ou de nouveaux procédés.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat relatif au point de contrôle n°9 formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 10 : SGS – Surveillance des performances

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe 1 – point 6
Thème(s) : Risques accidentels, Indicateurs de suivi relatif aux entreprises extérieures
Prescription contrôlée : Des procédures sont mises en œuvre en vue d'une évaluation permanente du respect des objectifs fixés par l'exploitant dans le cadre de sa politique de prévention des accidents majeurs et de son système de gestion de la sécurité. Des mécanismes d'investigation et de correction en cas de non-respect sont mis en place. Les procédures englobent le système de notification des accidents majeurs ou des accidents évités de justesse, notamment lorsqu'il y a eu des défaillances des mesures de prévention, les enquêtes faites à ce sujet et le suivi, en s'inspirant des expériences du passé. Les procédures peuvent également inclure des indicateurs de performance, tels que les indicateurs de performance en matière de sécurité et d'autres indicateurs utiles.
Constats : Des tests de l'ensemble de la chaîne de transmission des alarmes sont réalisés de manière

<p>aléatoire.</p> <p>L'ensemble des rondes réalisées par Sécuritas est enregistré informatiquement.</p> <p>Les permis de feu sont examinés 2 fois par semestre, à l'occasion des visites de sécurité - environnement.</p> <p>Toutefois, le suivi de l'ensemble de ces points avec l'intervention de sous-traitants n'est pas formalisé. Aucun audit des intervenants extérieurs n'est réalisé à ce jour.</p> <p>Le suivi de l'ensemble des interventions de sous-traitants n'est pas formalisé ; aucun audit n'est réalisé à ce jour.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat relatif au point de contrôle n°10 formulé.</p> <p>En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 11 : Modification - Développement activité produits phytopharmaceutiques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2009, article 1.6.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, PAC PPNU</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est porté avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Comme mentionné en conclusion de la fiche de constat relative au PdC n°2 du présent rapport, aucun plan n'est disponible afin d'identifier les risques associés aux stockages de produits phytopharmaceutiques et Produits Phytopharmaceutiques Non Utilisables (PPNU), en fonction des substances qu'ils contiennent.</p> <p>Lors de la visite in-situ du bâtiment J qui abrite le stockage de PPNU (moins d'une tonne de produits), il a été constaté la présence de ces produits entreposés dans une rétention dédiée. Toutefois, il a été constaté une distance inférieure à 6 m d'isolement vis-à-vis des autres stockages exploités dans ce même bâtiment.</p> <p>En l'absence de murs séparatifs REI 120 jusqu'en sous-face de toiture entre le local qui abrite le stockage de PPNU, d'une part, et un local technique (hors chaufferie) ou bureau et locaux sociaux ou tout stockage de produits combustibles, il appartient à l'exploitant d'observer une distance libre d'au moins 6 mètres autour du stockage de PPNU.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de</p>

répondre au constat relatif au point de contrôle n°11 formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois